

CRIMINALISER LA LIBÉRATION, DISCIPLINER LA SOLIDARITÉ

Droit, discours et praxis

CRIMINALISING LIBERATION, DISCIPLINING SOLIDARITY

Law, Discourses and Praxis

English follows

3 avril 2026

Sorbonne Université, site Malesherbes, 108 Bd Malesherbes, 75017 Paris

Amphi 118 (9h-12h) ; Amphi 111 (12h-18h30)

Inscription avant le 30 mars sur le site <https://droit-discours-praxis.github.io/>

Contact : rachele.borghi@sorbonne-universite.fr

La qualification des violences systémiques et la manière dont les luttes de libération sont nommées, jugées et rendues dicibles constituent, de longue date, un terrain central de conflictualité politique et intellectuelle. Nommer une situation comme oppression, colonialisme, apartheid ou occupation ne relève jamais d'un simple débat terminologique, mais d'une lutte pour rendre visibles des rapports de domination (Freire, 1970 ; Lamrani, 2023), établir des responsabilités politiques (Butler, 2012) et juridiques (Erakat, 2019), et ouvrir – ou refermer – des horizons de contestation. La violence se joue alors aussi dans ces opérations de qualification, à travers des dispositifs discursifs, institutionnels et juridiques qui hiérarchisent les vies, filtrent les récits légitimes (Butler, 2004, 2018) et définissent les conditions dans lesquelles certaines paroles peuvent être entendues, tolérées ou disqualifiées (Foucault, 1975).

Ces dispositifs opèrent notamment par des mécanismes de silenciation, que les épistémologies féministes décoloniales ont permis de penser au-delà du seul mutisme imposé aux groupes dominés (Bilge, 2015). Ils renvoient à des modalités plus diffuses d'encadrement et de discipline de la parole, qui la rendent conditionnelle et asymétrique (hooks, 1989 ; El-Kurd, 2025). Les dominé·e·s sont ainsi contraint·e·s d'ajuster leurs discours aux attentes et aux normes de l'auditoire dominant, au prix d'une autocensure et d'une reformulation constante de leurs expériences (Berth, 2021 ; Dotson, 2011). Ces processus relèvent plus largement de formes de violence épistémique, qui affectent la production, la circulation et la reconnaissance des savoirs subalternes et autochtones (Spivak, 2020 ; Said, 1984 ; Trinh, T, 2016 ; Abu-Assab et Nasser-Eddin, 2019).

Dans ce cadre, la dénonciation du racisme, du colonialisme ou de l'oppression devient elle-même suspecte (Ahmed, 2000). La colère est requalifiée comme déviance, la résistance comme excès ou menace. Les figures du « vandale » (Ahmed, 2012), du « radical » (hooks, 2019) ou du « terroriste » (Cathelain, 2021 ;

Codaccioni, 2025) opèrent alors comme des instruments de renversement accusatoire, transformant les dominé·e·s en responsables du désordre qu'ils ou elles rendent visible (Said et al. 1988 ; Dorlin, 2017). Ce cadrage impose aux dominé·e·s des normes de respectabilité, de retenue et de légitimité politique fixées par les groupes dominants (Spivak, 2004 ; Alsoumi, 2026). Toute parole qui s'en écarte s'expose alors à la disqualification, à la suspicion ou à la criminalisation (Said et al., 1988 ; Borghi et Sit Aboha, 2026).

Au cours du dernier quart de siècle, ces logiques de disqualification et de discipline de la parole se sont reconfigurées et intensifiées dans de nombreux espaces politiques, en particulier dans les contextes euro-atlantiques, où la « guerre » contre les « homegrown terrorists » s'est largement appuyée sur une islamophobie rampante (Kundnani, 2014). La « guerre contre le terrorisme » a ainsi consolidé un vocabulaire, des dispositifs juridiques et des routines administratives qui ont durablement transformé les conditions de l'action politique, de la solidarité et de la production de savoirs critiques (Li, 2020).

Dans ces contextes, la défense de causes anticoloniales ou anti-impérialistes, la solidarité avec des mouvements de libération, ainsi que la critique d'alliances étatiques sont devenues des objets de suspicion, de surveillance et de répression (Della Porta, 2025 ; Rigouste, 2009). Dans les situations les plus extrêmes, cette culture de la suspicion, inscrite dans l'auto-immunité de la démocratie exacerbée depuis le 11 septembre (Derrida et Habermas, 2004), inclut la chasse et même l'exécution extrajudiciaire d'individus désignés comme « terroristes » de manière préemptive, avant même qu'un crime ait été commis, sur la base de modèles algorithmiques de probabilité (Chamayou, 2013).

En France, l'accusation d'« apologie du terrorisme » et la normalisation de régimes discursifs et juridiques d'exception se sont progressivement imposées comme des instruments massifs de mise au silence (Codaccioni, 2025 ; Hajjat, 2012). Ces mécanismes conditionnent étroitement la légitimité de la critique et fragilisent le droit même de nommer certaines violences. La production de savoirs critiques alimente alors des formes de panique morale qui transforment chercheur·euse·s et militant·e·s en « folk devils », justiciables de la répression et de l'exclusion (Della Porta, 2024), au nom d'un ordre discursif et politique à préserver (Ferree, 2004).

Le cas de la Palestine est aujourd'hui emblématique. Depuis deux ans, on observe une intensification des tentatives de décrédibilisation des savoirs produits sur la Palestine et un renforcement de la violence épistémique (Benraad, 2025), qui délégitiment les travaux des chercheur·euse·s palestinien·ne·s et tendent à rendre leur voix inaudible (Salih, 2023 ; Sa'di, 2023). Les dynamiques d'effacement physique à l'œuvre sur le terrain en Palestine se prolongent ainsi par l'invisibilisation des épistémologies palestiniennes et des mots qui les portent (Barakat, 2018). Dans ce contexte, la dénonciation des violences coloniales, et aujourd'hui du génocide, se trouve fréquemment requalifiée comme suspecte, illégitime ou répréhensible (Erakat, 2019 ; Sbeih, 2025).

Dans le même temps, le génocide en cours et la normalisation croissante des régimes juridiques d'exception ont ravivé les débats sur les usages du droit national et international. D'une part, les théoricien·ne·s du droit postcoloniaux et issus des

« Suds » rappellent les histoires coloniales et les continuités structurelles du droit international (Betancur-Restrepo et *al.*, s. d. ; Anghie, 2005). D'autre part, ils et elles insistent sur la nécessité de mobiliser le droit à la fois de manière tactique et stratégique (Knox, 2010 ; Krever et *al.*, 2024), comme un instrument d'agitation politique (Erakat, 2019). Des juristes engagé·e·s cherchent ainsi à tirer parti de la performativité inhérente au droit (Ertur, 2022) pour expérimenter et mettre en scène des « stratégies de rupture juridique » qui contestent la légitimité même de l'ordre juridique colonial (Bhandar, 2012 ; Vergès, 1968).

Ce colloque propose de tenir ensemble trois dimensions : la criminalisation des luttes de libération et des solidarités ; le droit comme terrain ambivalent, à la fois ressource stratégique et instrument de domination ; et les dispositifs discursifs contemporains de disqualification et de mise au silence, avec leurs effets politiques, sociaux et académiques. Il vise à produire un espace de réflexion rigoureux, comparatif et situé, à partir d'expériences historiques et contemporaines de solidarités et de résistances, sans les isoler de leurs circulations globales, de leurs traductions juridiques et de leurs réappropriations politiques.

Axe 1 – Criminalisation des luttes de libération et des solidarités

Cet axe interroge les processus par lesquels les luttes de libération, leurs organisations, leurs pratiques et leurs soutiens sont construits comme illégitimes, menaçants ou criminels. Il s'intéresse autant à la répression des acteur·ice·s de la lutte qu'aux dispositifs visant les solidarités, les réseaux de soutien, les campagnes politiques, syndicales, étudiantes ou associatives. Une attention particulière sera portée aux expériences des Suds, à la fois comme terrains de déploiement de ces mécanismes et comme espaces d'invention stratégique face à la criminalisation.

Axe 2 – Le droit comme terrain ambivalent : ressource, arène, arme

Cet axe propose de penser le droit comme un espace de lutte traversé par des tensions. Le droit peut être mobilisé pour revendiquer, protéger, documenter, faire reconnaître des violences, ou obtenir des victoires partielles. Il peut aussi servir à discipliner, réprimer, criminaliser, et produire de nouvelles formes de dépolitisation, notamment par la normalisation des dispositifs d'exception. Les contributions interrogeront le droit international et ses usages, les droits nationaux et leurs dispositifs répressifs, les juridictions et leurs limites, ainsi que les formes d'appropriation émancipatrice du langage et de la performance juridique.

Axe 3 – Mises au silence et reconfigurations discursives

Cet axe analyse l'évolution récente des mécanismes discursifs, médiatiques et politiques de disqualification dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme ». Il s'intéresse aux transformations du vocabulaire de la menace, au rôle de l'islamophobie dans la construction de l'ennemi intérieur ou extérieur, ainsi qu'aux questionnements théoriques autour de la figure du terroriste. Dans ce cadre, l'accusation d'« apologie du terrorisme » apparaît comme un opérateur central de répression et de restriction du dicible. Une attention sera portée aux continuités, ruptures et formes actuelles d'autocensure, de discipline de la parole et de délégitimation de la critique.

Programme

9h: Accueil

9h15: Introduction

9h30-10h15: **Conférence d'ouverture**

Taher LABADI (IALIIS-Birzeit University - IFPO)

Discutante : Shela SHEIKH (University of London)

10h15-12h00: **Panel 1: Criminalisation des luttes de libération et solidarités**

Modération: Laila SIT ABOHA (Scuola Normale Superiore, Florence) (sous réserve)

Intervenant.e.s:

Salim LAMRANI (Université de La Réunion, DIRE) (visio)

Noureddine AMARA (chercheur indépendant)

Noor NIEFTAGODIEN (Université de Witwatersrand)

Mjriam ABU SAMRA (UC Davis)

12h-13h15: Pause déjeuner

13h15-15h: **Panel 2: Le droit comme terrain ambivalent : ressource, arène, arme**

Modération: Insaf REZAGUI (Paris Cité - IFPO)

Intervenant.e.s:

Rafaëlle MAISON (Université Paris Saclay)

Emilio DABED (Arab American University in Palestine)

Benjamin Fiorini (Directeur de l'Institut d'Études Judiciaires - Université Paris 8)

15h-15h15: Pause

15h15-17h20: **Panel 3: Mises au silence et reconfigurations discursives**

Modération: Sbeih SBEIH (Lyon 2, IREMAM)

Leila SEURAT (CAREP)

Salman SAYYID (University of Leeds)

Kawtar NAJIB (University of Liverpool)

Donatella DELLA PORTA (Institut Universitaire Européen de Florence) (visio)

17h30-18h30: **Conclusion**

Comité d'organisation

Rachele Borghi (Sorbonne Université)

Tal Dor (Aix Marseille - IREMAM)

Nacira Guénif (Paris 8 - LEGS)

Salim Lamrani (Université de La Réunion - DIRE)

Comité scientifique

Sadia AGSOUS BIENSTEIN - Sorbonne Nouvelle
Houda ASAL - chercheuse indépendante
Rachele BORGHI - Sorbonne Université
François BURGAT - IREMAM
Neela CATHELAIN - Sorbonne Université - VALE
Vanessa CODACCIONI - Université Paris 8
Blandine DESTREMAU - IRIS
Tal DOR - Aix Marseille - IREMAM
Abaher EL SAKKA - Birzeit University
Vincent GEISSER - IREMAM
Nacira GUÉNIF - Paris 8 - LEGS
Claire HANCOCK - UPEC - Lab'URBA
Laleh KHALILI - University of Exeter
Salim LAMRANI - Université de La Réunion - labo DIRE
Kawtar NAJIB - University of Liverpool
Insaf REZAGUI - Paris Cité / IFPO
Laila SAIT ABOHA - Ecole Normale Supérieure de Pisa
Sbeih SBEIH - Lyon 2 - IREMAM
Trinh T. MINH-HA - University of California Berkeley
Françoise VERGÈS - University College London

English

CRIMINALISING LIBERATION, DISCIPLINING SOLIDARITY

Law, Discourses and Praxis

April 3rd 2026

Sorbonne Université, site Malesherbes, 108 Bd Malesherbes, 75017 Paris

Amphi 118 (9h-12h) ; Amphi 111 (12h-18h30)

Please register by March 30th at <https://droit-discours-praxis.github.io/>

Contact: rachele.borghi@sorbonne-universite.fr

The classification of systemic violence and the way in which liberation struggles are named, judged, and made speakable have long been a central site of political and intellectual conflict. Naming a situation as oppression, colonialism, apartheid, or occupation is never a simple matter of terminology, but rather a struggle to make visible relations of domination (Freire, 1970; Lamrani, 2023), to establish political (Butler, 2012) and legal (Erakat, 2019) responsibilities, and to open—or close—horizons of contestation. Violence is therefore also at play in these acts of qualification, through discursive, institutional, and legal mechanisms that hierarchize lives, filter legitimate narratives (Butler, 2004, 2018), and define the conditions under which certain voices can be heard, tolerated, or disqualified (Foucault, 1975).

These mechanisms operate in particular through processes of silencing, which feminist decolonial epistemologies have made it possible to conceptualize beyond the mere muteness imposed on dominated groups (Bilge, 2015). They refer to more diffuse modes of framing and disciplining speech, rendering it conditional and asymmetrical (hooks, 1989; El-Kurd, 2025). Dominated groups are thus compelled to adjust their discourse to the expectations and norms of dominant audiences, at the cost of self-censorship and the constant reformulation of their experiences (Berth, 2021; Dotson, 2011). These processes are part of broader forms of epistemic violence, affecting the production, circulation, and recognition of subaltern and Indigenous knowledges (Spivak, 2020; Said, 1984; Trinh, T, 2016; Abu-Assab & Nasser-Eddin, 2019).

In this context, the denunciation of racism, colonialism, or oppression becomes suspect in itself (Ahmed, 2000). Anger is reclassified as deviance, resistance as excess or threat. Figures such as the “vandal” (Ahmed, 2012), the “radical” (hooks, 2019), or the “terrorist” (Cathelain, 2021; Codaccioni, 2025) operate as instruments of accusatory reversal, transforming dominated groups into those held responsible for the disorder they merely make visible (Said et al., 1988; Dorlin, 2017). This framing imposes norms of respectability, restraint, and political legitimacy defined by dominant groups (Spivak, 2004; Alsoumi, 2026). Any speech that departs from these norms is then exposed to disqualification, suspicion, or criminalisation (Said et al., 1988; Borghi and Sit Aboha, 2026).

Over the last quarter century, these logics of disqualification and discipline of speech have been reconfigured and intensified across many political spaces, particularly in Euro-Atlantic contexts, where the “war” against “homegrown terrorists” has relied heavily on a pervasive Islamophobia (Kundnani, 2014). The “war on terror” has consolidated a vocabulary, legal dispositifs, and administrative routines that have durably transformed the conditions of political action, solidarity, and the production of critical knowledge (Li, 2020).

In these contexts, the defence of anti-colonial or anti-imperialist causes, solidarity with liberation movements, and the critique of state alliances have elicited suspicion, surveillance, and repression (Della Porta, 2025; Rigouste, 2009). In the most extreme cases, this culture of suspicion—rooted in the heightened autoimmunity of democracy since September 11 (Derrida et Habermas, 2004)—has included the pursuit and even the extrajudicial killing of individuals designated as “terrorists” on a pre-emptive basis, before any crime has been committed, on the basis of algorithmic models of probability (Chamayou, 2013).

In France, accusations of “apology for terrorism” and the normalization of discursive and legal regimes of exception have progressively become powerful instruments of silencing (Codaccioni, 2025; Hajjat, 2012). These mechanisms closely condition the legitimacy of critique and undermine the very right to name certain forms of violence. The production of critical knowledge thus fuels forms of moral panic that transform researchers and activists into “folk devils,” rendered subject to repression and exclusion (Della Porta, 2024), in the name of preserving a discursive and political order (Ferree, 2004).

The case of Palestine is emblematic in this regard. Over the past two years, there has been an intensification of attempts to discredit knowledge produced on Palestine and a reinforcement of epistemic violence (Benraad, 2025), which delegitimizes the work of Palestinian scholars and tends to make their voices inaudible (Salih, 2023; Sa'di, 2023). The dynamics of physical erasure unfolding on the ground in Palestine thus extend through the invisibilization of Palestinian epistemologies and the words that sustain them (Barakat, 2018). In this context, the denunciation of colonial violence—and today, of genocide—are frequently reclassified as suspect, illegitimate, or reprehensible (Erakat, 2019; Sbeih, 2025).

At the same time, the ongoing genocide and the growing normalization of legal regimes of exception have revived debates over the uses of national and international law. On the one hand, postcolonial and Global South legal theorists recall the colonial histories and structural continuities of international law (Betancur-Restrepo et al., n.d.; Anghie, 2005). On the other hand, they emphasize the need to mobilize law both tactically and strategically (Knox, 2010; Krever et al., 2024), as an instrument of political agitation (Erakat, 2019). Socially conscious legal experts thus seek to draw on the performative dimension of law (Ertur, 2022) to experiment with and stage “strategies of legal rupture” that challenge the very legitimacy of the colonial legal order (Bhandar, 2012; Vergès, 1968).

This symposium proposes to bring three dimensions together: the criminalisation of liberation struggles and solidarities; law as an ambivalent terrain, both a strategic resource and an instrument of domination; and contemporary discursive mechanisms of disqualification and silencing, along with their political, social, and academic effects. It aims to create a space for rigorous, comparative, and situated reflection, grounded in historical and contemporary experiences of solidarity and resistance, without isolating them from their global circulations, legal translations, and political reappropriations.

Axis 1 – Criminalisation of Liberation Struggles and Solidarities

This axis examines the processes through which liberation struggles, their organizations, practices, and forms of support are constructed as illegitimate, threatening, or criminal. It addresses both the repression of actors directly involved in struggle and the dispositifs targeting solidarities, support networks, and political, trade union, student, or associative campaigns. Particular attention will be paid to experiences from the Global South, both as sites where these mechanisms are deployed and as spaces of strategic invention in the face of criminalisation.

Axis 2 – Law as an Ambivalent Terrain, Resource, Arena, Weapon

This axis proposes to conceptualize law as a field of struggle traversed by tensions. Law can be mobilized to claim rights, protect actors, document violence, secure recognition, or obtain partial victories. It can also function as a tool of discipline, repression, and criminalisation, producing new forms of depoliticisation, particularly through the normalization of exceptional measures. Contributions will address international law and its uses, national legal frameworks and their repressive dispositifs, judicial arenas and their limits, as well as emancipatory appropriations of legal language and legal performance.

Axis 3 – Silencing and Discursive Reconfigurations

This axis analyzes recent transformations in discursive, media, and political mechanisms of disqualification in the context of the “war on terror.” It focuses on shifts in the vocabulary of threat, the role of Islamophobia in constructing internal and external enemies, as well as theoretical interrogations of the figure of the terrorist. In this framework, the accusation of “apology for terrorism” emerges as a central operator of repression and restriction of the sayable. Particular attention will be paid to continuities, ruptures, and contemporary forms of self-censorship, discipline of speech, and delegitimization of critique.

Bibliographie

Abu-Assab, Nadera, et Nasser-Eddin, Nof. « (Re)Centralising Palestine in Decolonial Feminist Theory », *Kohl: a Journal for Body and Gender Research*, 5(1), 2019, p. 5-10.

Ahmed, Sara. *Strange Encounters: Embodied Others in Post-Coloniality*. Londre : Routledge, 2000.

Ahmed, Sara. *On Being Included: Racism and Diversity in Institutional Life*. Durham, NC : Duke University Press, 2012.

Alsoumi, Omar. *Enfant de Palestine*. Paris : Les Liens qui libèrent, 2026.

Anghie, Antony. *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*. Cambridge : Cambridge University Press, 2005.

Barakat, Rana. « Writing/righting Palestine studies: settler colonialism, indigenous sovereignty and resisting the ghost(s) of history ». *Settler Colonial Studies*, 8(3), 2018, p. 349-363.

Benraad, Myriam. « Scholasticide, educide, épistémicide: Israël’s war on Gaza, “Revenge against knowledge” ». *Confluences Méditerranée*, 131(27), 2025, p. 27-36.

Berth, Joice. *Empowerment et féminisme noir*. Paris : Anacaona, 2021.

Betancur-Restrepo, Laura, et al. « Présentation de la revue TWAIL (Third World Approaches to International Law) », trad. Anne-Charlotte Martineau, s.d., 2023. <https://twailr.com/presentation-de-la-revue-twail-twailr/>

Bhandar, Brenna. « Strategies of Legal Rupture: The Politics of Judgment ». *Windsor Yearbook of Access to Justice*, 30(2), 2012, p. 59-78.

Bilge, Sirma. « Le blanchiment de l’intersectionnalité ». *Recherches féministes*, 28(2), 2015, p. 9-32.

Borghini, Rachele, et Laila Sit Aboha. « Stand up or shut up : sur le choix des universitaires face à Gaza ». *Journal des Anthropologues*, 182-183, 2026, p. 33-48.

Butler, Judith. *Prekarious Life: The Powers of Mourning and Violence*. Londre : Verso, 2004.

Butler, Judith. *Parting Ways: Jewishness and the Critique of Zionism*. New York : Columbia University Press, 2012.

Butler, Judith. *Ces corps qui comptent*. Paris : Amsterdam, 2018.

Cathelain, Neela. « Mobility and Shame: The Refugee and the Terrorist in Mohsin Hamid and Jhumpa Lahiri ». In Jaine Chemmachery et Bhawana Jain (dir.), *Mobility and Corporeality in English Literature: Bodies in Motion (19th-21st centuries)*. Lanham : Lexington Books, 2021.

Chamayou, Grégoire. *Théorie du drone*. Paris : La Fabrique, 2013.

Codaccioni, Vanessa. *Comment les États répriment : une courte histoire du pouvoir de punir*. Paris : Éditions Divergences, 2025.

Della Porta, Donatella. *Guerra all'antisemitismo? Il panico morale come strumento di repressione politica*. Milan : Altreconomia, 2024.

Della Porta, Donatella. « Eventful Protest Against the Israeli Genocide: The Italian "Hot Summer" for a Free Palestine ». *Logos: A Journal of Modern Society and Culture*, 24(1-2), 2025.

Derrida Jacques et Jürgen Habermas, *Le « concept » du 11 septembre. Dialogues à New York (octobre-décembre 2001) avec Giovanna Borradori*. Paris : Galilée, 2004.

Dorlin, Elsa. *Se défendre. Une philosophie de la violence*. Paris : La Découverte, 2017.

Dotson, Kristie. « Tracking Epistemic Violence, Tracking Practices of Silencing ». *Hypatia*, 26(2), 2011, p. 236-257.

El-Kurd, Mohammed. *Perfect Victims: And the Politics of Appeal*. Chicago : Haymarket Books, 2025.

Erakat, Noura. *Justice for Some: Law and the Question of Palestine*. Stanford, CA : Stanford University Press, 2019.

Ertür, Başak. *Spectacles and Specters: A Performative Theory of Political Trials*. New York : Fordham University Press, 2022.

Ferree, Myra Marx. « Soft Repression: Ridicule, Stigma, and Silencing in Gender-Based Movements ». *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, 25, 2004, p. 85-101.

Foucault, Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard, 1975.

Freire, Paulo. *Pedagogy of the Oppressed*. New York : Continuum, 1970.

Hajjat, Abdellali. *Les frontières de l'« identité nationale »*. Paris : Amsterdam, 2012.

hooks, bell. *Talking Back: Thinking Feminist, Thinking Black*. Boston : South End Press, 1989.

hooks, bell. *Apprendre à transgresser*. Paris : Syllepse, 2019.

Knox, Robert. « Strategy and Tactics ». *Finnish Yearbook of International Law*, 21, 2010, p. 193-229.

Krever, Tor, et al. « On International Law and Gaza: Critical Reflections ». *London Review of International Law*, 12(2), 2024.

Kundnani, Arun. *The Muslims Are Coming! Islamophobia, Extremism, and the Domestic War on Terror*. Londre : Verso, 2014.

Lamrani, Salim. « Les origines de la Révolution cubaine de 1959 ». *Études caribéennes*, 50, 2023.

Li, Darryl. *The Universal Enemy: Jihad, Empire, and the Challenge of Solidarity*. Stanford, CA : Stanford University Press, 2020.

Rigouste, Mathieu. *L'Ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. Paris : La Découverte, 2009.

Sa'di, Ahmad H. « Towards a Decolonization of Palestinian Studies ». In Ahmad H. Sa'di et Nur Masalha (dir.), *Decolonizing the Study of Palestine: Indigenous Perspectives and Settler Colonialism after Zureik*, p. 13-35. Londres : Bloomsbury Publishing, 2023.

Said, Edward. « Permission to Narrate ». *Journal of Palestine Studies*, 13(3), 1984, p. 27-48.

Said, Edward, et al. *Blaming the Victims: Spurious Scholarship and the Palestinian Question*. Londres : Verso, 1988.

Salih, Ruba. « Les Palestiniens peuvent-ils parler ? » *Allegra Lab*, 2023.

Sbeih, Sbeih. « L'université colonisée : entre destruction du savoir en Palestine et déni de la colonialité en France ». *Contretemps*, 6 mai 2025. <https://www.contretemps.eu/universite-colonisee-destruction-savoir-palestine/>

Spivak, Gayatri Chakravorty. « Terror: A Speech after 9-11 ». *boundary 2*(31), 2004, p. 81-111.

Spivak, Gayatri Chakravorty. *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris : Amsterdam, 2020.

Trinh, T. Minh-ha. *Lovecidal. Walking with the Disappeared*. New York : Fordham University Press, 2016.

Vergès, Jacques. *De la stratégie judiciaire*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1968.